



OCTOBRE 2019 - N° 29

Sommaire

Visite de la Secrétaire d'Etat Agnès Pannier-Runacher à Singapour et en Malaisie

Impact de la crise commerciale sino-américaine sur l'ASEAN

L'impact de l'escalade des tensions commerciales sino-américaines sur les pays d'ASEAN apparaît globalement négatif, excepté pour le Vietnam, et s'opère essentiellement via le canal commercial.

L'ASEAN face à la multiplication des initiatives de libre-échange

Depuis les années 2000, l'ASEAN a conclu plusieurs accords de libre-échange ASEAN+1, et vise désormais à conclure un accord global, le RCEP, dont les négociations, entamées en 2013, n'ont toujours pas abouti.

Lazada, premier succès de taille d'Alibaba dans sa stratégie d'internationalisation

L'entreprise singapourienne de e-commerce Lazada, dont Alibaba a acquis une part majoritaire en 2016, a été complètement intégrée dans l'écosystème de la firme chinoise, et poursuit sa conquête d'un marché très convoité.

L'ASEAN, un acteur majeur de l'industrie de l'électronique

L'ASEAN, 3^{ème} exportateur d'électronique après la Chine et l'Union européenne, est très intégrée aux chaînes de valeur concentrées autour de la Chine, et pourrait émerger comme nouveau centre de production mondial.

Les flux d'IDE vers l'ASEAN progressent en 2018, à rebours des flux mondiaux

L'Asie du Sud-Est suscite un intérêt croissant de la part des investisseurs étrangers, comme en témoigne le niveau record des entrées nettes d'IDE dans la région en 2018, à 148,6 Mds USD (+3 % par rapport à 2017).

Impact d'une éventuelle suspension du programme « Tout sauf les armes » au Cambodge

La Commission européenne a enclenché une procédure susceptible de conduire à la suspension du programme « Tout sauf les armes » dont bénéficie le Cambodge, qui pourrait toucher plusieurs secteurs, notamment le textile.

L'Indonésie précise son plan de déplacement de la capitale

Le Président Joko Widodo a annoncé le futur déménagement de la capitale de Jakarta vers Kalimantan Est, et la création d'une ville durable pour un coût estimé de 33 Mds USD.

La Thaïlande cherche à intensifier ses échanges commerciaux régionaux

Le gouvernement encourage les échanges avec les pays voisins et tente d'accroître l'attractivité de la Thaïlande via le développement des infrastructures de transport et des zones économiques spéciales (ZES).

Annexes statistiques

Visite de la Secrétaire d'Etat Agnès Pannier-Runacher

Déplacement à Singapour

La Secrétaire d'Etat s'est rendue à Singapour, où elle a prononcé un discours inaugural au *Women's Forum Asia*, plateforme visant à promouvoir et favoriser l'égalité hommes-femmes, notamment dans les enceintes de décision, ainsi qu'à valoriser l'entrepreneuriat féminin.



Discours au Women's Forum Asia

Agnès Pannier-Runacher a également rencontré plusieurs responsables politiques singapouriens, dont la Présidente de la République, Halimah Jacob, le Senior Minister Tharman Shanmugaratnam, le Ministre du commerce et de l'industrie, Chan Chun Sing, et la Ministre du travail, Josephine Teo.

Elle a également pu s'entretenir avec des représentants d'entreprises françaises implantées à Singapour, échanger avec un groupe de femmes d'affaires et d'industrie françaises sur la place des femmes dans le milieu des affaires à Singapour, et présenter la stratégie d'attractivité de la France à des investisseurs.



Visite du site de STMicroelectronics

Ce déplacement dans la cité-Etat a également été l'occasion pour la Secrétaire d'Etat de visiter plusieurs sites industriels innovants d'entreprises françaises (usine 4.0 de STMicroelectronics, entrepôt automatisé de Bolloré Logistics, port de Singapour et terminal automatisé opéré par CMA-CGM) et de découvrir plusieurs initiatives publiques pour l'innovation et l'industrie 4.0 (agence pour l'attractivité EDB, agence pour le développement des entreprises ESG, centre de recherche *Advanced Manufacturing and Technology Center* de l'agence pour la recherche A*STAR), alors que Singapour a fait une priorité de l'innovation et du développement de l'industrie 4.0.

Déplacement en Malaisie

La Secrétaire d'Etat s'est ensuite rendue à Kuala Lumpur, où elle a axé son programme autour de l'Industrie 4.0 (entretien avec le vice-ministre de l'industrie et le vice-ministre de l'économie sur le sujet ; visite du *Smart Innovative Operations Centre* d'Air Liquide ; entretien avec des représentants des communautés d'affaires française et malaisienne), mais aussi le secteur aéronautique, point historiquement fort de la présence française en Malaisie.



Visite du site d'Airbus Helicopters

Elle a visité le centre régional d'Airbus Helicopters, qui comprend un centre de maintenance (MRO), un centre d'assemblage final et de livraison et deux simulateurs de vol (H225 et AS365), ainsi que la plateforme régionale MRO de Dassault Aviation (ExecuJet), pour les avions d'affaires.

Enfin, Mme Pannier-Runacher a visité l'Innovation Labs de l'Université Sunway, rencontrant des entreprises de la French Tech (Appsaya, MyEvolution, Artefact ainsi que Sigfox et son partenaire malaisien Xperanti IoT) ainsi que des startups malaisiennes portées par le iLabs. Cette séquence a permis d'échanger avec l'école de cuisine et hôtellerie, Le Cordon Bleu, accueillie par l'Université Sunway.



Visite du site de Dassault Aviation

Au final, ce déplacement a également permis de poursuivre un dialogue bilatéral, notamment s'agissant d'huile de palme, et de souligner l'intérêt qu'il y aurait à relancer les négociations de l'accord de libre-échange UE-Malaisie.

Impact de la crise commerciale sino-américaine sur l'ASEAN

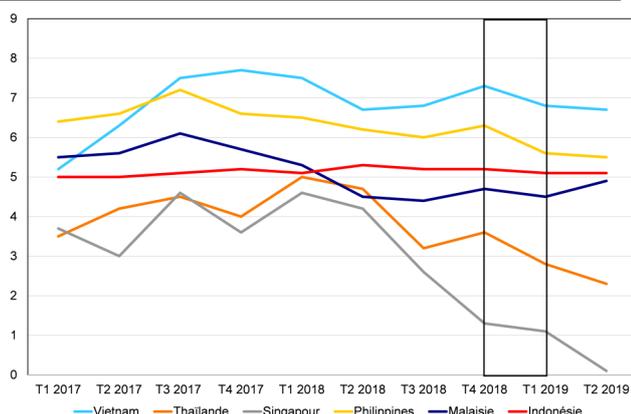
Un an après l'entrée en vigueur des premières barrières tarifaires américaines, l'impact de l'escalade des tensions commerciales sino-américaines sur les pays d'ASEAN apparaît globalement négatif, excepté pour le Vietnam, et s'opère essentiellement via le canal commercial.

La crise commerciale se traduit par un ralentissement des exportations dans tous les pays de la région à l'exception du Vietnam

La crise commerciale se traduit à court terme par un recul des exportations dans la plupart des pays de la région. Les exportations de biens en ASEAN-6 (Singapour, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Vietnam, Philippines) ont reculé pour le deuxième trimestre consécutif au T2 2019, de 1,8 % en glissement annuel (après -0,7 % au T1). La baisse des exportations totales s'explique en grande partie par le recul des exportations à destination de la Chine, qui baissent pour le troisième trimestre consécutif, de 1,7 % en g.a au T2 (après -3,9 % au T1). Les pays les plus affectés sont la Thaïlande (-9,0 %, après -10,7 %), Singapour (-4,4 %, après +3,0 %) et la Malaisie (-7,1 %, après +5,7 %), qui sont précisément les trois pays de la région les mieux intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. Dans le détail, les produits concernés sont principalement des biens intermédiaires appartenant aux secteurs électronique et machinerie et équipement.

Cette situation pèse sur la croissance des économies fortement dépendantes des exportations, en particulier Singapour. A Singapour, la croissance du PIB ne cesse de diminuer depuis le T2 2018 et a atteint son niveau le plus bas depuis mi-2009 soit au beau milieu de la crise financière, à 0,1 % en g.a au T2 2019 (après +1,1 % au T1 2019). En Thaïlande, la croissance a reculé pour le deuxième trimestre consécutif au T2 2019, à 2,3 % soit à son plus bas niveau depuis le T3 2014 (après +2,8 % au T1 2019). Dans ce contexte, les autorités thaïlandaises ont introduit, en août 2019, un plan de 10 Mds USD soit 1,9 % du PIB visant à relancer l'activité. Dans une moindre mesure, les croissances vietnamienne et philippine ont légèrement diminué au T2 après une baisse plus conséquente au T1.

Taux de croissance trimestriel du PIB en ASEAN-6



Source : CEIC

A l'inverse, le Vietnam connaît une hausse de la demande américaine en produits autrefois importés de Chine et aujourd'hui taxés. Les exportations vietnamiennes ont continué de progresser sur la période, de 8,7 % en g.a au T2 (après +5,9 % au T1). Cette progression résulte essentiellement d'une hausse des exportations à destination des Etats-Unis, qui ont gagné 25,7 % en g.a au T2 2019 (après +29,1 % au T1). En particulier, les exportations vietnamiennes de téléphones et composants et d'ordinateurs et composants vers les Etats-Unis ont augmenté respectivement de 66,7 % et 100,0 % en g.a au T2 2019 (après +85,7 % et +50,0 % au T1). Les exportations vietnamiennes de produits textiles ont également progressé mais dans une moindre mesure, de 8,8 % sur la période considérée.

Le Vietnam est le principal pays à bénéficier d'une relocalisation d'investissement depuis la Chine à ce stade mais d'autres pays de la zone pourraient également se démarquer à plus long terme

A ce stade, le Vietnam est le principal pays de la région à bénéficier d'une relocalisation d'investissements depuis la Chine. Si les entrées totales d'IDE au Vietnam ont reculé de 7,5 % en g.a au S1 2019, les entrées d'IDE chinois ont fortement progressé sur la période, passant de 800 M USD au S1 2018 à 2,3 Mds USD au S1 2019. Depuis le mois de juin, 33 entreprises listées aux bourses chinoises auraient relocalisé/étendu leur production à l'étranger ou annoncé leur intention de le faire afin d'échapper aux barrières tarifaires américaines. Parmi elles, près de 70 % ont choisi le Vietnam comme destination pour relocaliser leur production. Plusieurs secteurs sont concernés par ces annonces, principalement les secteurs de l'électronique (Goertek, Nintendo, Lenovo, etc.) et des machines et équipements (Ricoh, Sharp, etc.) mais aussi le secteur du textile.

D'autres pays de la région pourraient également profiter de cette situation à plus long terme, au premier rang desquels la Thaïlande et la Malaisie. Plusieurs entreprises multinationales sont encore indécises sur le fait de relocaliser une partie de leur production depuis la Chine et/ou sur la localisation du futur site de production. Par ailleurs, l'introduction au 1^{er} septembre de droits de douane sur une partie des 300 Mds USD de produits chinois encore non taxés devrait accélérer le mouvement et diversifier les localisations alors que les capacités de production du Vietnam apparaissent limitées par rapport à celles de la Chine. Dans ce contexte, la Malaisie et la Thaïlande, qui bénéficient toutes deux d'une base de production tournée vers les exportations, pourraient se démarquer, comme le laisse présager les premières décisions de relocalisation en leur faveur.

Contact : morgane.salome@dgtresor.gouv.fr

L'ASEAN face à la multiplication des initiatives de libre-échange

Depuis les années 2000, l'organisation a conclu des accords de libre-échange avec ses principaux partenaires asiatiques (Chine, Japon, Corée du Sud et Hong Kong), ainsi qu'avec l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Afin d'homogénéiser les règles existantes avec ces six pays, l'ASEAN vise désormais à conclure un accord global, le RCEP, dont les négociations, entamées en 2013, n'ont toujours pas abouti.

Les accords ASEAN+1 mettent l'accent sur la suppression des droits de douane

Entre 2002 et 2010, l'ASEAN a conclu des accords de libre-échange avec la Chine, la Corée, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ainsi que l'Inde, pays avec lesquels l'ASEAN réalise 37 % de ses échanges. L'organisation a également conclu un accord avec Hong Kong en 2017 (6,7 % des exports de l'ASEAN en 2017), entré en vigueur en juin 2019 en Thaïlande, en Birmanie, à Singapour, au Vietnam et au Laos.

Ces accords, dits « ASEAN+1 », mettent l'accent sur la suppression des droits de douane, levés pour plus de 90 % des lignes tarifaires des Etats membres (et 80 % dans l'ALE avec l'Inde). Il est à noter que si chaque accord-cadre est le même pour l'ensemble des pays de l'ASEAN, les lignes tarifaires abaissées ainsi que les calendriers de mise en œuvre peuvent différer entre les pays, une plus grande flexibilité étant accordée aux membres plus récents de l'ASEAN (Cambodge, Laos, Birmanie et Vietnam). Les dispositions relatives à la réduction des barrières non-tarifaires sont, en revanche, limitées et les protocoles portant sur la libéralisation des services sont peu ambitieux.

Le RCEP, qui peine à aboutir, vise à poursuivre l'intégration économique de l'Asie

L'ASEAN a décidé en 2012 d'établir une zone de libre-échange avec l'ensemble des six partenaires avec lesquels elle disposait déjà d'un accord, afin de lutter contre « l'effet spaghetti » résultant de l'accumulation d'accords aux règles hétérogènes. La conclusion du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP) permettrait la mise en place de la plus importante zone de libre-échange au monde (près d'un tiers du PIB mondial) et contribuerait à l'affirmation du rôle de l'ASEAN dans la zone.

Les négociations n'ont cependant pas encore abouti, bien que la présidence singapourienne en ait fait une priorité en 2018, en raison de questions sino-indiennes non-résolues, relatives au degré d'ouverture du marché indien, et de désaccords entre les pays en matière de propriété intellectuelle. En juin 2019, les parties ne s'étaient accordées que sur 7 des 20 chapitres.

Les divergences entre niveaux de développement et systèmes politiques au sein de l'ASEAN ont jusqu'à présent condamné la conclusion d'ALE entre le bloc et ses partenaires européen ou américain

L'ASEAN ne dispose pas, à ce stade, d'accord avec l'Union européenne et les Etats-Unis, respectivement les 2^{ème} et 3^{ème} partenaires commerciaux de l'ASEAN. Certains pays de la région ont donc entrepris de négocier des accords bilatéraux avec leurs partenaires européen (signés dans le cas de Singapour et du Vietnam, en cours de négociation en Indonésie) et américain (Singapour). L'Union européenne avait initialement tenté d'établir un ALE bloc-à-bloc en 2007, avant que les négociations ne soient suspendues en 2009. Elle s'était montrée favorable à une reprise des négociations en 2017, mais aucun calendrier n'a été décidé, et les désaccords liés à la question de l'huile de palme ainsi que les questionnements des pays européens sur l'état des droits de l'homme en Birmanie, au Cambodge et aux Philippines semblent condamner une reprise des discussions dans un futur proche. A l'inverse, les Etats-Unis ont favorisé depuis le début des années 2000 une approche bilatérale avec les différents pays de l'ASEAN.

Plusieurs pays de la région bénéficient toutefois de conditions d'accès privilégiées aux marchés européen et américain, grâce aux systèmes de préférences généralisées (SPG). La Birmanie, le Cambodge, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande sont ainsi bénéficiaires du SPG américain. Le Vietnam et l'Indonésie bénéficient du SPG européen et des régimes plus favorables sont accordés aux Philippines (SPG+), au Laos, au Cambodge et à la Birmanie (TSA).

En dehors du cadre de l'ASEAN, le CPTPP montre la voie, difficile, à une ouverture de la région sur le Pacifique et l'Amérique du Nord

Singapour, le Vietnam, le Brunei et la Malaisie sont signataires du *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP). L'accord est entré en vigueur à Singapour le 30 décembre 2018 et au Vietnam le 14 janvier 2019. En revanche, le Brunei et la Malaisie n'ont ni ratifié le CPTPP ni annoncé de calendrier indicatif. L'accord, ayant succédé au TPP après le retrait des Etats-Unis, implique sept autres pays : le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Mexique, le Canada, l'Australie, le Chili et le Pérou.

Le périmètre du CPTPP, dont le texte est quasi-identique à celui de son prédécesseur le TPP, est particulièrement large. S'agissant du commerce de biens, l'accord prévoit la levée des droits de douane de 77 % à 100 % des lignes tarifaires des pays membres pour les biens en provenance de leurs partenaires, ainsi que la réduction des mesures non-tarifaires aux échanges. S'agissant de la libéralisation des services, les Etats membres ont fait le choix d'une « approche par listes négatives », supposant une ouverture de l'ensemble des secteurs et sous-secteurs, les exceptions devant faire l'objet d'une notification par les membres.

Contact : pauline.leduc@dgtrésor.gouv.fr

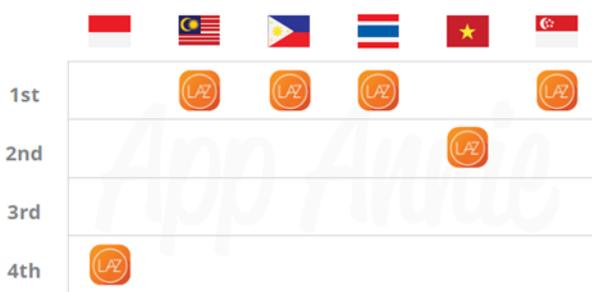
Lazada, premier succès de taille d'Alibaba dans sa stratégie d'internationalisation

L'acquisition en 2016 d'une part majoritaire dans l'entreprise singapourienne de e-commerce Lazada est à ce jour la plus grosse opération de croissance externe qu'aït effectué le géant du numérique chinois Alibaba. Trois ans plus tard, l'entreprise a été complètement intégrée dans l'écosystème de la firme de Hangzhou et poursuit sa course contre-la-montre pour conquérir un marché très convoité.

Le principal site de e-commerce dans les six grands marchés d'Asie du Sud-Est

Fondé en 2012 à Singapour par le groupe internet allemand Rocket Internet, Lazada a été acquise en avril 2016 par Alibaba, initialement à hauteur de 51 % suite à une injection de 2 Mds USD de capital, et désormais à plus de 92 %. Alibaba a également acquis le supermarché en ligne singapourien Redmart en novembre 2016, via Lazada. Lazada emploie aujourd'hui plus de 8000 employés.

Rang de Lazada dans les principaux marchés d'Asie du Sud-Est (en nombre d'utilisateurs actifs)



Source : « The Map of E-commerce », Groupe iPrice, avril 2019

Un marché très convoité

Du fait de ses perspectives de croissance et de sa relative ouverture, le marché du e-commerce en Asie du Sud-Est est particulièrement disputé. Selon le rapport de référence publié en novembre 2018 par Google et Temasek, la taille du marché du e-commerce pourrait atteindre 100 Mds USD en 2019 et 300 Mds USD d'ici 2025. La population est en effet jeune et technophile, avec un taux de pénétration du téléphone mobile parmi les plus élevés du monde. Le marché n'est cependant pas homogène, tous les pays d'Asie du Sud-Est présentant des réglementations propres qui ont favorisé l'émergence de nombreux acteurs locaux. Les plus importants sont singapouriens (Lazada, Shopee), du fait de la présence de capitaux et de sa plateforme de commerce régionale très performante, et indonésiens (Tokopedia et Bukalapak), du fait de la taille du marché (270 millions d'habitants, 40 % de la région). Les géants américains sont également présents (Amazon, eBay), sans figurer parmi les principaux acteurs dans aucun des grands marchés. Plusieurs des groupes internet internationaux détiennent également des participations dans les principales

plateformes : le japonais Softbank avec une part majoritaire dans Tokopedia de 29 % ; le géant chinois Tencent dans Shopee (minoritaire, à 33%) ; Alibaba dans Tokopedia (25 % fin 2018, minoritaire) et Bukalapak (montant non dévoilé, minoritaire).

Le rachat de Lazada a permis à Alibaba de gagner un temps précieux, nerf de la guerre dans un marché qui n'est pas encore entré dans sa phase de consolidation. Le nouveau propriétaire a pu bénéficier de la connaissance des marchés déjà acquise par Lazada, en particulier son réseau logistique et son système de paiement en espèce à réception (« *cash-on-delivery* », option particulièrement importante dans une zone où plus de la moitié des adultes ne sont pas bancarisés). Lazada demeure néanmoins déficitaire, dans une proportion exacte non dévoilée, mais les pertes sont largement compensées par l'excédent généré sur les activités de e-commerce en Chine du groupe, selon le dernier rapport annuel.

Un business model technologique et agile

Suite au rachat, Alibaba a procédé à une transformation complète de l'entreprise pour y intégrer les éléments clés de son *business model* : une activité de plateforme (« *marketplace* » qui met en relation clients et fournisseurs, sans détenir les marchandises la plupart du temps, contrairement au modèle d'Amazon) et la technologie. Un tout nouveau site internet a vu le jour, comprenant des connexions vers les principales plateformes de e-commerce chinoises Taobao et Tmall, intégrant le site du distributeur Redmart, l'option de paiement Alipay, très populaire en Chine. Un dialogueur (*chatbot*) a même été installé pour répondre aux questions des consommateurs et pour la formation initiale des employés. D'un point de vue organisationnel, Lazada a été intégrée dans Alibaba en tant que division « internationale » et son directeur général fait partie du comité exécutif du groupe.

L'écosystème Alibaba donne à Lazada un avantage important sur ses concurrents. (i) D'abord, l'avance technologique, avec une maîtrise complète de la collecte et du traitement de mégadonnées (*big data*). (ii) Ensuite, l'expérience centrée sur l'utilisateur (« *user engagement* », « *shoppertainment* »), où le contenu que l'on peut trouver sur la plateforme (avec des flux vidéos en temps réel / *live streaming*, des pages remplies de suggestions...) prime sur l'intention initiale d'achat. Le consommateur ainsi fidélisé augmente *in fine* sa fréquence d'achat. (iii) Enfin, la diversité de l'offre proposée, avec une plateforme qui permet de connecter les utilisateurs aux PME chinoises et progressivement à toutes les PME des pays où Alibaba est implanté (vision de la *e-World Trade Platform* d'Alibaba).

Contact : antoine.aubel@dgtresor.gouv.fr

L'ASEAN, un acteur majeur de l'industrie de l'électronique

L'ASEAN, 3^{ème} exportateur de produits électroniques après la Chine et l'Union européenne, est fortement intégré aux chaînes de valeur mondiales, concentrées en Asie de l'Est. Alors que Singapour se démarque sur la technologie de pointe, et la Malaisie sur un segment de moyenne gamme, la plupart des pays sont positionnés sur l'électronique de bas niveau. L'ASEAN est exposée au ralentissement du commerce de l'électronique et aux tensions commerciales, mais pourrait bénéficier, à plus long terme, de la réorganisation des chaînes de valeur, et émerger comme nouveau centre de production de l'électronique mondiale.

L'ASEAN est fortement intégrée aux chaînes de valeur mondiales de l'électronique

Le commerce de l'électronique gravite autour de la puissance manufacturière chinoise. Avec des pays positionnés à différents niveaux de la chaîne de valeur, l'Asie de l'Est s'est progressivement imposée comme le centre de production majeur de l'électronique mondiale. La Chine occupe une place centrale, et réalise majoritairement les activités d'assemblage d'appareils électroniques. La Chine (incluant Hong Kong), l'ASEAN, la Corée du Sud, Taiwan et le Japon représentent ainsi plus de deux tiers des exportations mondiales de produits électroniques en 2016.

L'ASEAN est le 3^{ème} exportateur de produits électroniques après la Chine et l'UE. Singapour se démarque comme premier exportateur de produits électroniques de l'ASEAN (à 130 Mds USD), suivi de la Malaisie (à 87 Mds USD), du Vietnam (à 75 Mds USD), de la Thaïlande (à 47 Mds USD) et des Philippines (à 28 Mds USD). L'Indonésie est plus tournée vers son marché intérieur, alors que les autres pays de l'ASEAN ne prennent pas réellement part aux chaînes de valeur. Ces exportations constituent une activité majeure en termes de part de PIB pour Singapour (36 %), le Vietnam (34 %) et la Malaisie (25 %), qui dégagent tous trois un fort excédent commercial (de 7 à 8 % du PIB).

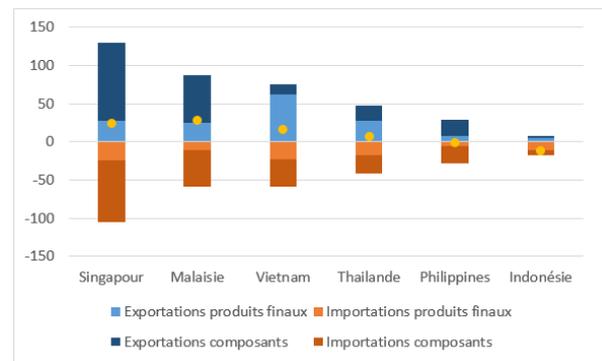
Les pays de l'ASEAN se situent à différents niveaux de la chaîne de production

Singapour se positionne sur la haute valeur ajoutée, la Malaisie sur un segment intermédiaire, et les autres pays sur les étapes de production les plus simples. La cité-Etat accueille les activités de fabrication à plus forte valeur ajoutée (notamment dans les semi-conducteurs et les appareils électroniques de pointe), des laboratoires de R&D, et les sièges régionaux des entreprises de l'électronique. La Malaisie accueille diverses activités de fabrication de semi-conducteurs et de fabrication de produits informatiques (ordinateurs, disques durs). Le Vietnam se concentre sur les activités de fabrication les plus intensives en main d'œuvre peu qualifiée, essentiellement pour Samsung (responsable d'environ trois quarts des exportations d'électronique). La Thaïlande est focalisée sur la fabrication de disques

durs (2^{ème} producteur après la Chine). Les Philippines se sont spécialisées dans les étapes de fabrication simples des semi-conducteurs.

Certains gouvernements mènent des politiques visant à favoriser les activités à plus forte valeur ajoutée. La plupart des gouvernements proposent des avantages fiscaux et des subventions pour les entreprises (notamment étrangères) développant des activités à plus forte valeur ajoutée (dont R&D) et employant des personnels qualifiés. L'électronique est également une composante des stratégies pour l'industrie 4.0 lancées dans la plupart des pays.

Commerce d'électronique (en Mds USD)



Source : UN Comtrade, 2018 (sauf Vietnam, 2017)

Si l'ASEAN est exposée à des risques à court terme, elle pourrait bénéficier de la réorganisation des chaînes de valeur mondiales

A court et moyen termes, la région est affectée par l'affaiblissement du cycle de l'électronique et par les tensions commerciales. Le cycle de l'électronique connaît une phase de ralentissement depuis début 2018 en raison de plusieurs facteurs structurels (saturation de la demande, attente du lancement de la 5G, etc.). S'ajoutent à ce phénomène les tensions commerciales sino-américaines, qui entraînent une baisse de la demande chinoise pour des biens intermédiaires importés. Sur les derniers mois, les exportations d'électronique ont fortement baissé à Singapour, en Malaisie et en Thaïlande. Celles du Vietnam augmentent, bénéficiant d'une hausse de la demande américaine pour des produits finaux autrefois importés de Chine.

La crise commerciale accélère toutefois le processus de relocalisation de la production jusqu'alors établie en Chine, en particulier vers le Vietnam, la Thaïlande et la Malaisie. La dynamique de relocalisation, déjà initiée par la montée en gamme de l'industrie chinoise accompagné d'une hausse des salaires, semble être accélérée par les tensions commerciales, les entreprises cherchant à contourner les nouvelles barrières tarifaires. Compte tenu de la similarité des étapes de production réalisées en Chine et au Vietnam, ce dernier se positionne comme le principal bénéficiaire des investissements. D'autres pays pourraient également en bénéficier, notamment la Thaïlande, la Malaisie.

Contact : clement.payerols@dgtresor.gouv.fr

Les flux d'IDE vers l'ASEAN progressent en 2018, à rebours des flux mondiaux

L'Asie du Sud-Est suscite un intérêt croissant de la part des investisseurs étrangers, comme en témoigne le niveau record des entrées nettes d'IDE dans la région en 2018, à 148,6 Mds USD (+3 % par rapport à 2017), soit 11,5 % des flux mondiaux. Singapour reste la 1^{ère} destination des IDE entrants dans la région : la cité-Etat concentre 62 % du stock d'IDE dans l'ASEAN (1481 Mds USD) et perçoit plus de la moitié des flux entrants en 2018.

La majorité des pays de l'ASEAN bénéficient d'entrées nettes d'IDE en hausse en 2018

Les entrées nettes d'IDE en ASEAN progressent à nouveau en 2018, de 3,1 %, à 148,6 Mds USD, d'après la CNUCED. La région capte ainsi 11,5 % des IDE mondiaux (après 9,6 % en 2017 et 6,1 % en 2016). Singapour accueille en particulier 52 % des entrées nettes en ASEAN en 2018, et se classe 4^{ème} des pays les plus attractifs au niveau mondial après la Chine (incluant Hong Kong), les Etats-Unis et le Royaume-Uni. L'Indonésie capte 15 % des entrées nettes en ASEAN, le Vietnam 10 % et la Thaïlande 7 %. Par ailleurs, la hausse des entrées nettes d'IDE en ASEAN s'inscrit à rebours des fluctuations des entrées nettes d'IDE dans le monde, en nette baisse en 2018 (-13,4 %).

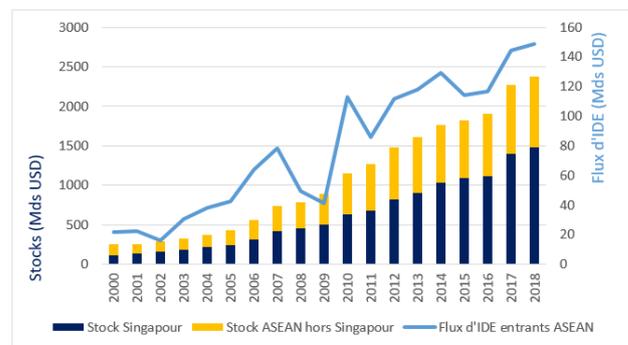
La hausse des flux entrants vers la Thaïlande, Singapour, l'Indonésie, le Vietnam et le Cambodge explique la bonne tenue des IDE en ASEAN en 2018.

En Thaïlande, les entrées nettes d'IDE progressent fortement, de 62,0 %, à 10,5 Mds USD, portées par le doublement des réinvestissements de multinationales. A Singapour, elles progressent légèrement (+2,5 %) à 77,6 Mds USD, portées par les investissements dans le secteur des services et la hausse des fusions-acquisitions. En Indonésie, les entrées nettes d'IDE augmentent de 6,8 %, à 22,0 Mds USD, à destination notamment des nouvelles zones économiques spéciales de Galang Batang et Sei Mangkei. Au Vietnam, elles augmentent de 9,9 %, à 15,5 Mds USD, et pourraient poursuivre sur cette trajectoire grâce à la relocalisation de certaines activités de production depuis la Chine due aux tensions commerciales. Au Cambodge, les entrées nettes d'IDE s'affichent en hausse de 11,0 %, à 3,1 Mds USD, notamment sous l'effet de projets *Belt and Road Initiative* et de la relocalisation d'activités de production (textile) depuis la Chine.

A l'inverse, les Philippines, la Malaisie, la Birmanie et le Laos connaissent une baisse sensible des entrées nettes d'IDE. Aux Philippines, les entrées nettes d'IDE reculent de 25,8 %, à 6,5 Mds USD. En Malaisie, elles diminuent de 13,9 %, à 8,1 Mds USD, alors que le gouvernement a remis en question, reporté ou renégocié plusieurs grands projets d'infrastructures. La Birmanie voit, ses entrées nettes d'IDE diminuer de 18,1 %, à 3,6 Mds USD, notamment en raison de la crise humanitaire et politique qui touche actuellement le pays. Au Laos, les flux nets se contractent de 17,4 % pour atteindre 1,3 Md USD.

L'Union européenne, le Japon et la Chine sont les principaux contributeurs à la hausse des IDE en ASEAN, compensant la chute des IDE américains. Les entrées nettes d'IDE en provenance de l'UE (+46,5 %, à 22,0 Mds USD), du Japon (+30,2 %, à 21,2 Mds USD) et de la Chine (+5,7 %, à 20,3 Mds USD) connaissent une forte croissance en 2018, tandis que celles en provenance des Etats-Unis (-67,4 %, à 8,1 Mds USD) et intra-ASEAN (-3,7 % à 24,5 Mds USD) se contractent. En moyenne sur les cinq dernières années, les principaux investisseurs dans la région sont l'UE (18 % du total), l'ASEAN (18 %), les Etats-Unis (15 %), la Chine (13 %) et le Japon (12 %). Entre 2010 et 2018, on remarque par ailleurs un triplement des IDE chinois, et une forte progression des IDE intra-ASEAN (+50 %).

Evolution des IDE en ASEAN (en Mds €)



Source : CNUCED

Le stock d'IDE en ASEAN affiche ainsi une hausse de 5,1 % en 2018

Le stock s'établit à 2 381 Mds USD en 2018, dont près de deux tiers à Singapour. Singapour est la première destination des IDE dans la région avec un stock de 1 481 Mds USD (+6,3 % par rapport à 2017), suivi par l'Indonésie (226 Mds USD, -2,2 %), la Thaïlande (222 Mds USD, -0,5 %), la Malaisie (153 Mds USD, +4,0 %), le Vietnam (145 Mds USD, +11,9 %) et les Philippines (83 Mds USD, +5,0 %). Les pays les moins avancés de la région (Laos, Cambodge, Birmanie) et le Brunei recueillent de plus en plus d'IDE, mais les montants restent modestes.

L'ASEAN repose fortement sur les investissements étrangers pour son développement économique. La région affiche le ratio stock d'IDE/PIB le plus élevé au monde, à 81 %, loin devant la moyenne mondiale (38 %) et celle des pays en développement (32 %), témoignant de l'importance des pays de l'ASEAN dans les chaînes de valeur mondiales. Les investissements étrangers occupent, en particulier, une place importante dans le développement des infrastructures, dont la Banque asiatique de développement estime les besoins pour l'ASEAN à 210 Mds USD par an jusqu'en 2030.

Contact : clement.payerols@dgtrésor.gouv.fr

Impact d'une éventuelle suspension du programme TSA au Cambodge

Eu égard à des inquiétudes quant au respect de la démocratie et des droits de l'Homme, la Commission européenne a enclenché une procédure susceptible de conduire à la suspension du programme « Tout Sauf les Armes » (TSA), qui confère un accès en franchise de droits et sans contingent à l'ensemble des exportations cambodgiennes à destination de l'Union européenne. Si une telle mesure entrerait en vigueur (décision finale d'ici février 2020), les répercussions sur l'économie cambodgienne dépendraient alors largement de la capacité d'adaptation de l'industrie textile, tant cette dernière domine la structure des échanges entre le Royaume et l'Union européenne, mais d'autres secteurs pourraient également être affectés.

L'industrie textile serait la plus impactée, suivie par celle des chaussures

En 2018, 74 % des exportations à destination du marché européen étaient des produits textiles, une proportion qui atteint 87 % en incluant la confection de chaussures (soit un montant de 4,7 Mds EUR sur 5,4 Mds EUR totaux). L'impact d'une suspension du programme TSA sur l'économie cambodgienne serait ainsi largement concentré sur ces deux secteurs, particulièrement dépendants du marché européen. En cas de suspension de TSA, le textile et les chaussures se verraient appliquer des droits de douane de respectivement 12 % et 16 %.

Le renforcement de la compétitivité de ces secteurs serait alors la condition *sine qua non* au maintien de la première industrie du Royaume, qui représente près de 10 % du PIB cambodgien (82 % du secteur manufacturier) et emploie plus de 750 000 ouvriers (dont 80 % de femmes, et 50 000 dans le secteur de la chaussure). Au total, le GMAC, l'Association des producteurs textiles du Cambodge, estime que les secteurs du textile, de la chaussure et des articles de voyage assurent un revenu à 20 % des ménages cambodgiens. Dans ce contexte, la progression des coûts salariaux plus rapide que celle des gains de productivité, ainsi que le faible niveau de formation de la main d'œuvre, constituent des enjeux majeurs auxquels ces secteurs sont d'ores et déjà confrontés.

Le gouvernement a déjà dévoilé un certain nombre de mesures (notamment la simplification des contrôles aux frontières et la diminution des frais d'inspection), se traduisant par une réduction des coûts pour les fabricants et exportateurs, mais privant l'Etat d'environ 400 M USD de recettes chaque année, selon les déclarations du Premier Ministre.

D'autres secteurs pourraient également être affectés

Le troisième poste d'exportation, les bicyclettes – ne représente que 6 % du total en 2018 (soit environ 303 M EUR), corollaire du poids écrasant des produits textiles et des chaussures. Les préférences tarifaires

conçues sous TSA ont toutefois permis au Cambodge de devenir le **premier fournisseur de bicyclettes de l'UE depuis 2017**, détrônant ainsi Taïwan qui conservait cette position depuis près de 20 ans. L'Union européenne absorbe ainsi aujourd'hui 81 % des exportations cambodgiennes de bicyclettes, assurées par trois usines qui emploient 5 000 personnes directement mais en font vivre au total plusieurs dizaines de milliers. Une suspension du programme entraînerait la mise en place de droits de douane de 10 %, affectant donc cette industrie qui, malgré un poids dans l'économie cambodgienne encore modeste, se développe progressivement, notamment dans le contexte de tensions commerciales sino-américaines. La société américaine Ken International vient ainsi d'annoncer son intention de construire une usine près de Phnom Penh afin de contourner les sanctions commerciales américaines à l'encontre des produits chinois.

La filière du riz, pourvoyeuse de près de trois millions d'emplois, représente le quatrième poste d'exportation à destination de l'UE (3 % du total, soit environ 159 M EUR en 2018). Toutefois, cette filière est déjà pénalisée par les mesures de sauvegarde prises à la demande de l'Italie et de l'Espagne, qui visent les exportations du Cambodge et de la Birmanie au motif que celles-ci concurrencent injustement les producteurs européens. Dans le cadre de ces mesures, des droits sont appliqués depuis le 18 janvier 2019 sur le riz Indica en provenance du Cambodge et de la Birmanie (à 175 EUR par tonne la première année, 150 EUR/tonne la deuxième année puis 125 EUR/tonne la troisième année).

Enfin, la filière du sucre, cinquième poste d'exportation, ne serait impactée qu'à la marge compte tenu de ses exportations aujourd'hui limitées vers l'Union européenne. Relancées suite à d'importants investissements en 2006, les exportations vers l'UE ont en effet fortement chuté depuis, du fait de nombreuses plaintes dénonçant des violations des droits de l'homme dans les plantations.

Au total, le montant des exportations du Cambodge vers l'UE pourrait décliner, de 514-654 M USD (environ 5 % des exportations totales du pays) en cas de suspension du régime TSA, selon une étude de la Banque mondiale (n'intégrant toutefois ni les bicyclettes ni le sucre).

Contact : camille.louyot@dgtrésor.gouv.fr

L'Indonésie précise son plan de déplacement de la capitale

Le Président Jokowi a annoncé le 16 août 2019 le futur déménagement de la capitale de Jakarta vers Kalimantan Est (site à aménager entre Balikpapan et Samarinda). Le gouvernement compte sur la mobilisation du secteur privé pour financer la majeure partie de ce projet d'un coût estimé de 33 Mds USD, y compris celle des investisseurs étrangers. Le gouvernement souhaite construire une ville durable et intelligente. L'impact écologique de la création de la nouvelle capitale est en cours d'examen.

Le Président de la République Joko Widodo a annoncé le déménagement de la capitale vers un site à déterminer à Kalimantan Est, entre Balikpapan et Samarinda

Plusieurs raisons ont été invoquées pour justifier la pertinence de ce choix. Joko Widodo souligne la proximité de ces deux grandes villes, les infrastructures déjà existantes (aéroports et ports internationaux, autoroute en construction, *Light Rail Transit* (LRT) en projet), le faible risque de catastrophe naturelle, mais également la disponibilité de terrains appartenant au gouvernement (180 000 ha réservés, la majorité lui appartenant) qui réduiront les problèmes d'acquisition foncière.

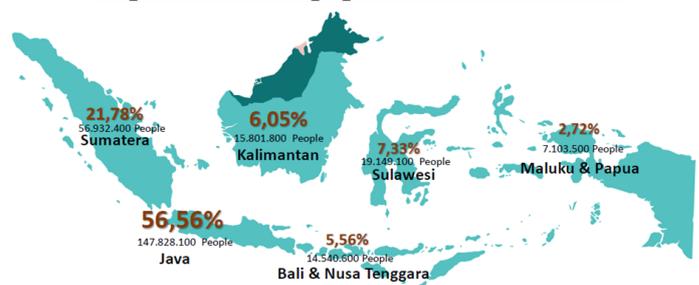
L'agence de planification du développement national Bappenas est en charge de la planification de ce déménagement. L'agence a déjà été impliquée dans les phases préparatoires depuis 2017 en tant que coordinateur au niveau du gouvernement. Le calendrier annoncé est le suivant :

- **Fin 2019** : fin des études préliminaires, dont l'étude d'impact environnemental.
- **Mi-2020** : achèvement du plan d'urbanisme, un appel d'offres national puis international devant être lancé prochainement.
- **2021** : sécurisation de tous les terrains et finalisation des études techniques.
- **2024** : achèvement de la construction de la zone centrale et inauguration de la capitale avec l'arrivée des fonctionnaires (de 600 000 à 1,5 million). La ville comprendra alors les infrastructures de base (transport, eau, assainissement, énergie, etc.), les bâtiments officiels et les principaux espaces culturels et naturels, les logements des fonctionnaires, les écoles, les hôpitaux, des bâtiments administratifs, un parc technologique et des espaces de loisirs.
- **2025-2029** : première phase d'extension de la capitale comprenant un parc national, un site de conservation des orangs-outangs, de nouveaux logements, un port et un aéroport.
- **2030-2045** : seconde phase d'extension.

Pour financer le développement de la nouvelle capitale (estimé à 33 Mds USD), le gouvernement compte sur les investissements privés, y compris étrangers. L'Etat prendrait à sa charge 19 % (soit

6,3 Mds USD) pour la construction du palais présidentiel, des bâtiments stratégiques, des résidences officielles, de la base militaire et des espaces verts. 55 % du projet (soit 18 Mds USD) seraient financés en PPP, pour les bâtiments officiels (exécutif, législatif, judiciaire), les écoles, les hôpitaux et les musées. Les 26 % restants (8,7 Mds USD) seraient financés par le secteur privé (y compris entreprises publiques), pour les logements, l'université, l'aéroport, le port, l'autoroute, le centre de congrès et les centres commerciaux.

Répartition de la population indonésienne



Source : SUPAS (2015)

Cette annonce repose sur le constat que Jakarta doit faire face à trop de défis pour accomplir son rôle de capitale fonctionnelle

Les principaux défis sont causés par la surpopulation. L'île de Java concentre 150 millions d'habitants (57 % de la population du pays) et son activité génère 58,5 % du PIB. Cette pression démographique et économique entraîne de graves pressions sur l'eau (dont le pompage en raison d'un réseau public insuffisant est responsable de l'affaissement des villes, et en premier lieu de Jakarta à raison d'une moyenne de 10 cm/an), sur les terrains (étalement urbain et construction à grande échelle) et sur la qualité de l'air (trafic routier saturé à Jakarta).

Le gouvernement souhaite faire de la nouvelle capitale une ville intelligente, attractive et durable. La planification de la ville devra favoriser une mobilité propre (transports en commun, mobilité électrique et modes doux), une consommation sobre en énergie (énergies renouvelables, efficacité énergétique) et la présence d'espaces verts et naturels sur la moitié de sa superficie. Une étude d'impact environnemental est en cours, le gouvernement devant veiller à la préservation des espaces naturels sur la zone.

Ce nouveau grand projet du gouvernement indonésien constitue une source d'opportunités importantes pour le secteur privé

L'expertise des entreprises françaises peut être mobilisée dans de nombreux domaines, de la planification urbaine à la gestion de la ville : mobilité verte et intelligente, infrastructures de transports, d'eau, d'électricité et de télécommunication, efficacité énergétique, services, gestion environnementale.

Contact : ludovic.maria@dgtrésor.gouv.fr

La Thaïlande cherche à intensifier ses échanges commerciaux régionaux

Dans le cadre de sa stratégie « Thailand 4.0 », le gouvernement thaï met en avant sa volonté de faire du pays un hub régional. Pour encourager les échanges avec les pays voisins (Birmanie, Cambodge, Laos, Malaisie) et renforcer l'attractivité de la Thaïlande, il mise sur le développement des infrastructures de transport et des zones économiques spéciales (ZES). Le commerce de la Thaïlande avec ces quatre pays a ainsi continué de s'intensifier en 2018.

Le gouvernement mise sur le développement des infrastructures de transport et des zones économiques spéciales

La Thaïlande a une politique active de développement des ZES sur son territoire. En 2019, la Thaïlande comptabilise 74 ZES (sur plus de 700 en ASEAN). Selon le *Board of Investment*, 52 projets ont été approuvés dans les ZES de 8 provinces pour un investissement total de 272 Mds USD. La région de Tak, frontalière avec la Birmanie, est la plus avancée et accueille 28 projets notamment dans les secteurs du textile et du plastique.

La Thaïlande cherche également à tirer profit des ZES en développement dans les pays frontaliers, et notamment de celle de Dawei en Birmanie. Cette dernière devrait s'étendre sur 196 km² et ainsi représenter l'un des plus grands parcs industriels d'Asie du Sud-Est, avec un port en eau profonde côté birman, relié à Bangkok par une voie rapide.

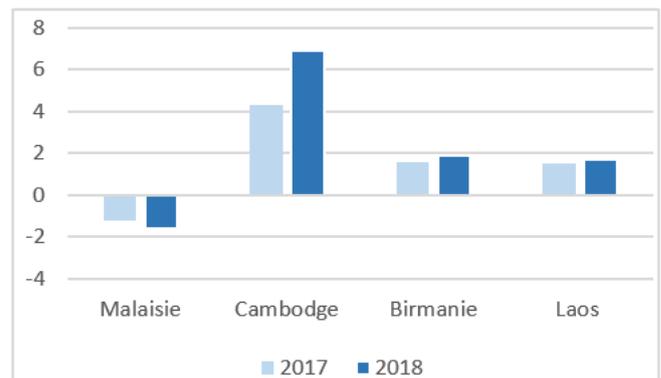
En parallèle, les autorités mènent plusieurs projets d'infrastructure de grande ampleur. A court terme, le gouvernement entend l'agrandissement de l'aéroport de Suvarnabhumi, la construction d'autoroutes et de ponts, ainsi que plusieurs projets dans l'*Eastern Economic Corridor*, notamment la construction d'un nouvel aéroport à U-Tapao à 170 km de Bangkok, et le développement de ports en eau profonde (troisième phase de Laem Chabang, développement de Map Ta Phut). Par ailleurs, le gouvernement thaïlandais prévoit un doublement des voies ferrées sur le réseau thaï. Ce dernier devrait être effectif sur 3 455 km d'ici à 2030 (contre 174 km aujourd'hui). Ces projets d'infrastructures de grande ampleur visent à accroître la connectivité de la Thaïlande dans la sous-région et l'ensemble de l'ASEAN, et à diminuer les coûts de transport, participant ainsi à l'amélioration de la compétitivité.

Un double objectif : intensifier les échanges avec ses voisins et bénéficier des relocalisations d'investissements depuis la Chine

Ces programmes ont déjà permis à la Thaïlande d'intensifier ses échanges commerciaux avec les pays frontaliers, qui représentent 10 % de son commerce extérieur. En 2018, les échanges commerciaux de la

Thaïlande avec les pays frontaliers ont atteint 47,5 Mds USD, en hausse de 17 % par rapport à 2017. Le total des exportations de la Thaïlande vers ses voisins s'est élevé à 28 Mds USD (+18 % en g.a.) et celui des importations, à 19,5 Mds USD (+15 %). Les échanges avec ces pays connaissent toutefois une baisse depuis début 2019 (-1,8 % en g.a.), sauf avec le Cambodge (+11,4 %), principalement en raison des tensions commerciales sino-américaines et de la hausse du cours du baht qui pèse sur les exportations thaïlandaises. A noter que le commerce frontalier entre la Thaïlande et la Birmanie devrait se développer après la mise en service le 30 octobre 2019 du deuxième pont d'amitié entre les deux pays à Mae Sot. **La Thaïlande enregistre un excédent commercial de 8,5 Mds USD vis-à-vis des pays frontaliers en 2018.** Le seul pays avec lequel la Thaïlande enregistre un déficit est la Malaisie (-1,6 Md USD), pays qui représente 58 % des échanges commerciaux de la Thaïlande avec ses voisins.

Evolution du solde commercial de la Thaïlande avec les pays frontaliers (en Mds USD)



Source : Bank of Thailand

La Thaïlande souhaite également accueillir les relocalisations en provenance de Chine, liées aux tensions commerciales sino-américaines, dans les secteurs à haute valeur ajoutée. Elle a annoncé plusieurs mesures visant à attirer l'investissement (incitations fiscales, procédure d'implantation accélérée) et cherche à s'imposer progressivement comme un hub régional, pleinement intégré dans les chaînes de valeur mondiales. La concurrence du Vietnam est cependant forte.

Contact : juliette.galibert@dgtresor.gouv.fr

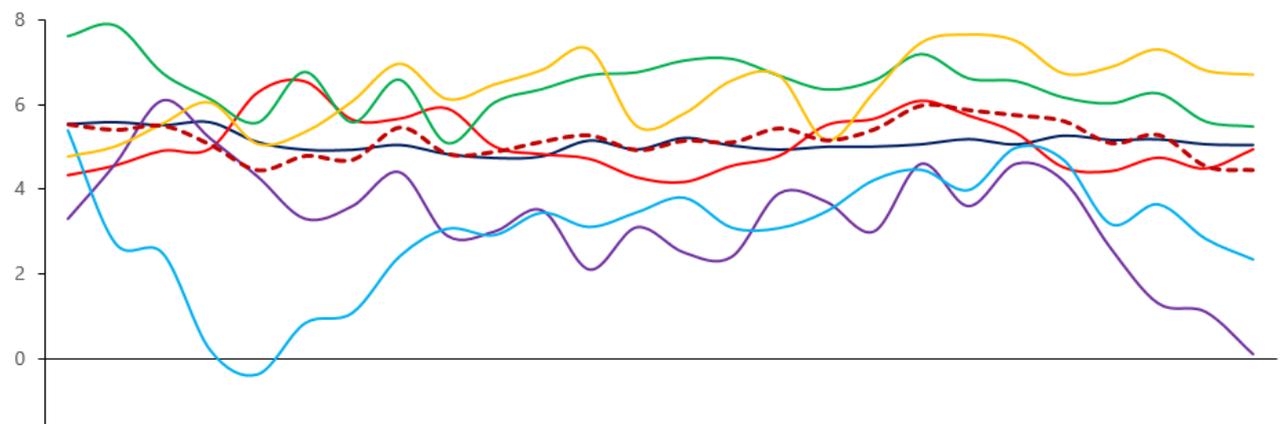
Annexes statistiques

ASEAN : Principaux indicateurs économiques (2018)

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	ASEAN
Population (en millions d'habitant)	52,8	0,4	16,3	264,2	6,8	32,4	106,6	5,6	67,8	94,6	647,5
PIB (en Mds USD)	68,6	14,1	24,5	1 022,5	18,4	354,3	330,8	361,1	487,2	241,3	2 922,9
PIB / habitant (en USD)	1 298	32 414	1 509	3 871	2 720	10 942	3 104	64 041	7 187	2 551	4 514,4
Croissance (%)	6,7	-0,2	7,3	5,2	6,5	4,7	6,2	3,2	4,1	7,1	5,0

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019,
SER de Singapour

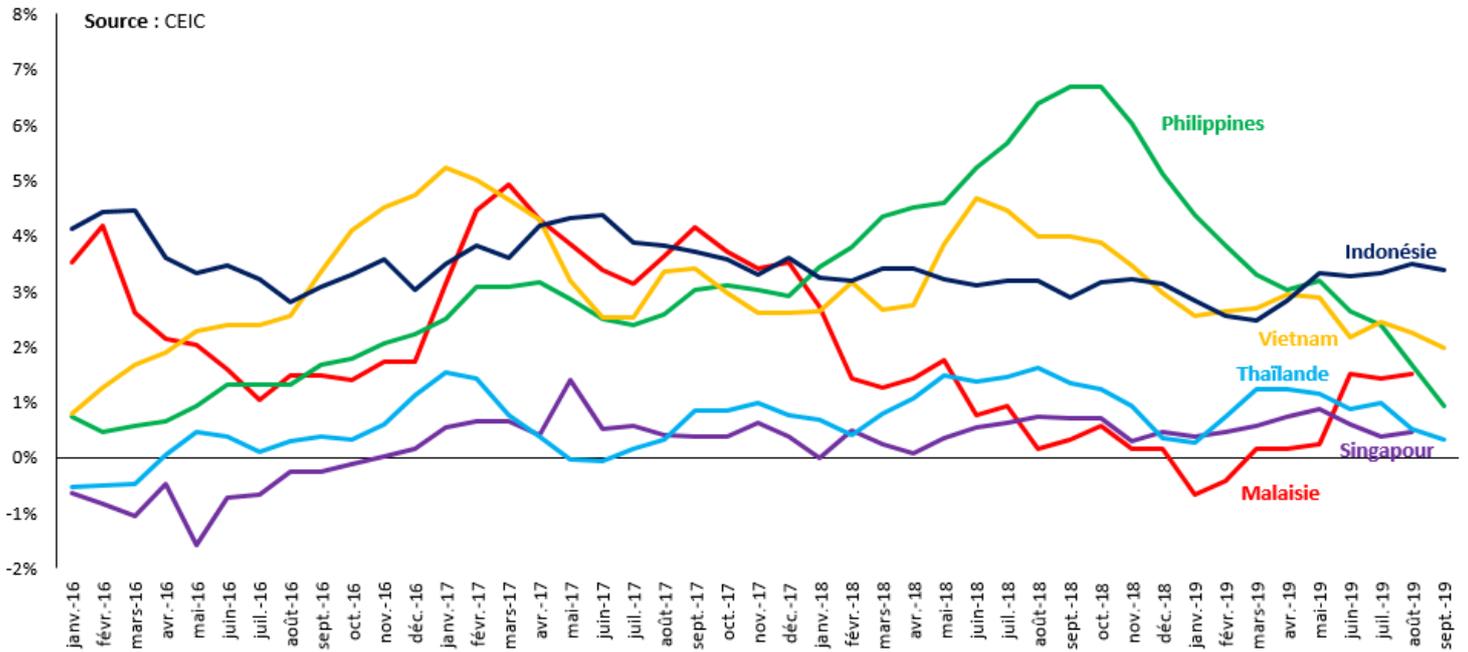
Croissance trimestrielle des pays de l'ASEAN (% , en glissement annuel)



	2013				2014				2015				2016				2017				2018				2019	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2																				
— Indonésie	5,5	5,6	5,5	5,6	5,1	4,9	4,9	5,0	4,8	4,7	4,8	5,2	4,9	5,2	5,0	4,9	5,0	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,2	5,2	5,1	5,0
— Malaisie	4,3	4,6	4,9	5,0	6,3	6,5	5,6	5,7	5,9	5,0	4,8	4,7	4,3	4,2	4,5	4,8	5,5	5,6	6,1	5,7	5,3	4,5	4,4	4,7	4,5	4,9
— Philippines	7,6	7,9	6,7	6,1	5,6	6,8	5,6	6,6	5,1	6,0	6,4	6,7	6,8	7,0	7,1	6,7	6,4	6,6	7,2	6,6	6,5	6,2	6,0	6,3	5,6	5,5
— Singapour	3,3	4,6	6,1	5,2	4,3	3,3	3,6	4,4	2,9	3,0	3,5	2,1	3,1	2,5	2,4	3,9	3,7	3,0	4,6	3,6	4,6	4,2	2,6	1,3	1,1	0,1
— Thaïlande	5,4	2,7	2,5	0,2	-0,1	0,8	1,1	2,4	3,1	2,9	3,4	3,1	3,5	3,8	3,1	3,1	3,5	4,2	4,5	4,0	5,0	4,7	3,2	3,6	2,8	2,3
— Vietnam	4,8	5,0	5,5	6,0	5,1	5,3	6,1	7,0	6,1	6,5	6,8	7,3	5,5	5,8	6,6	6,7	5,2	6,3	7,5	7,7	7,5	6,7	6,9	7,3	6,8	6,7
- - - Moyenne ASEAN-6	5,5	5,4	5,5	5,0	4,4	4,8	4,7	5,5	4,8	4,9	5,1	5,3	4,9	5,1	5,1	5,4	5,1	5,4	6,0	5,9	5,7	5,6	5,1	5,3	4,5	4,4

Source : CEIC

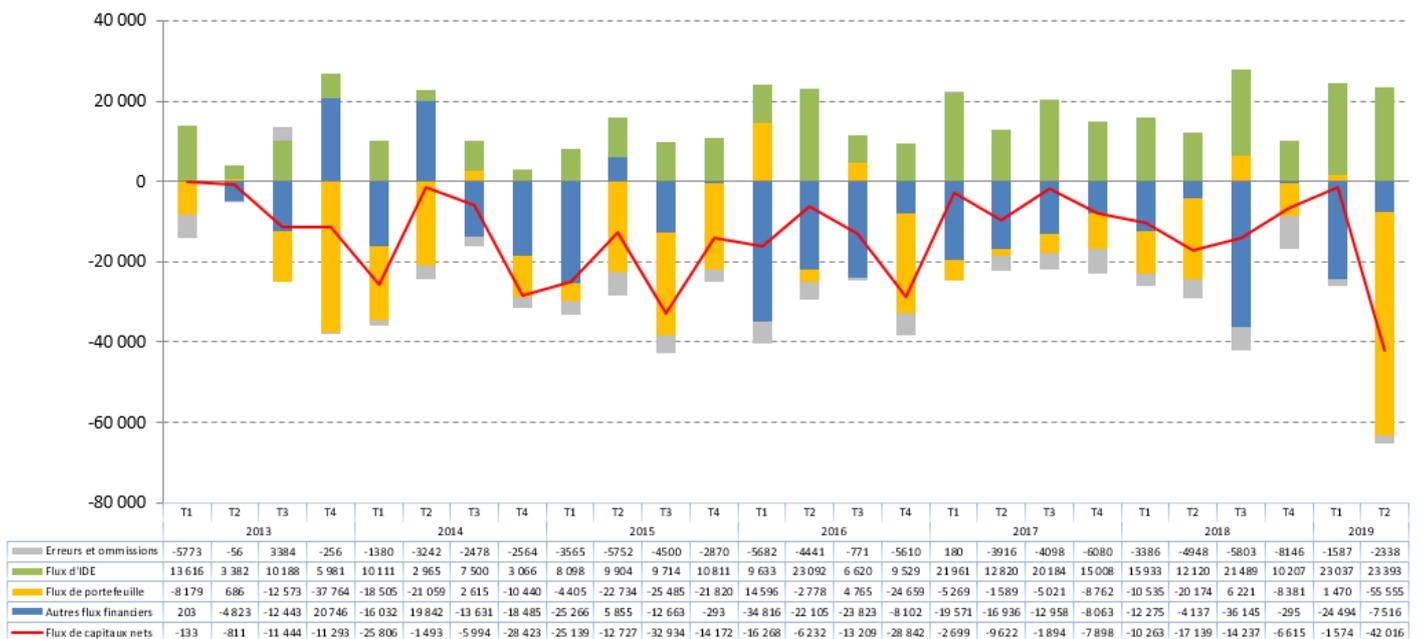
Taux d'inflation (en glissement annuel)



Source : CEIC

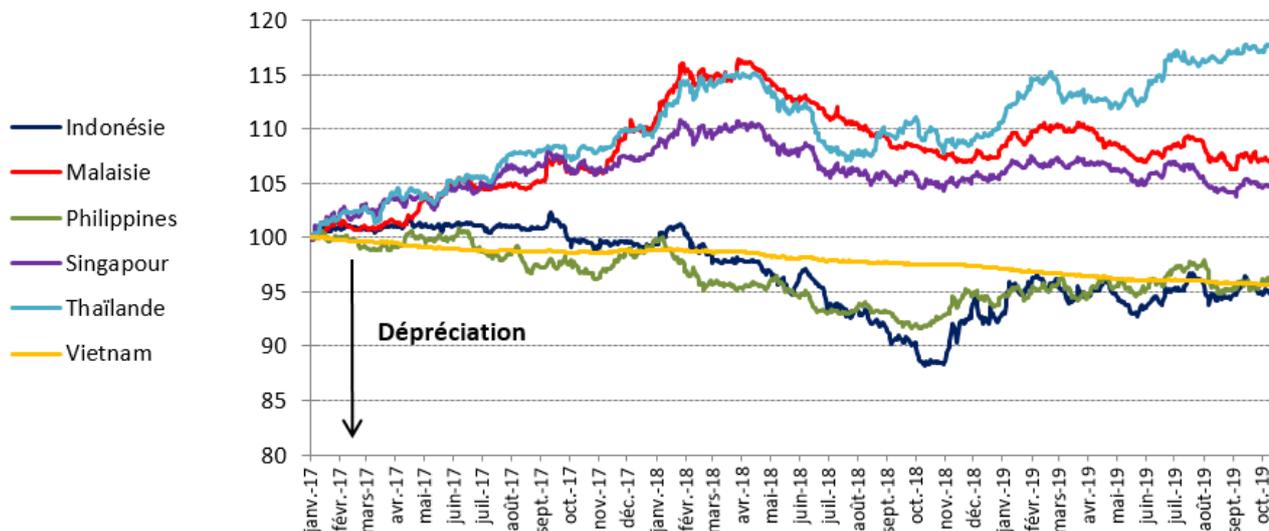
Flux de capitaux (nets, en millions USD)

à destination de l'ASEAN-5 (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines)



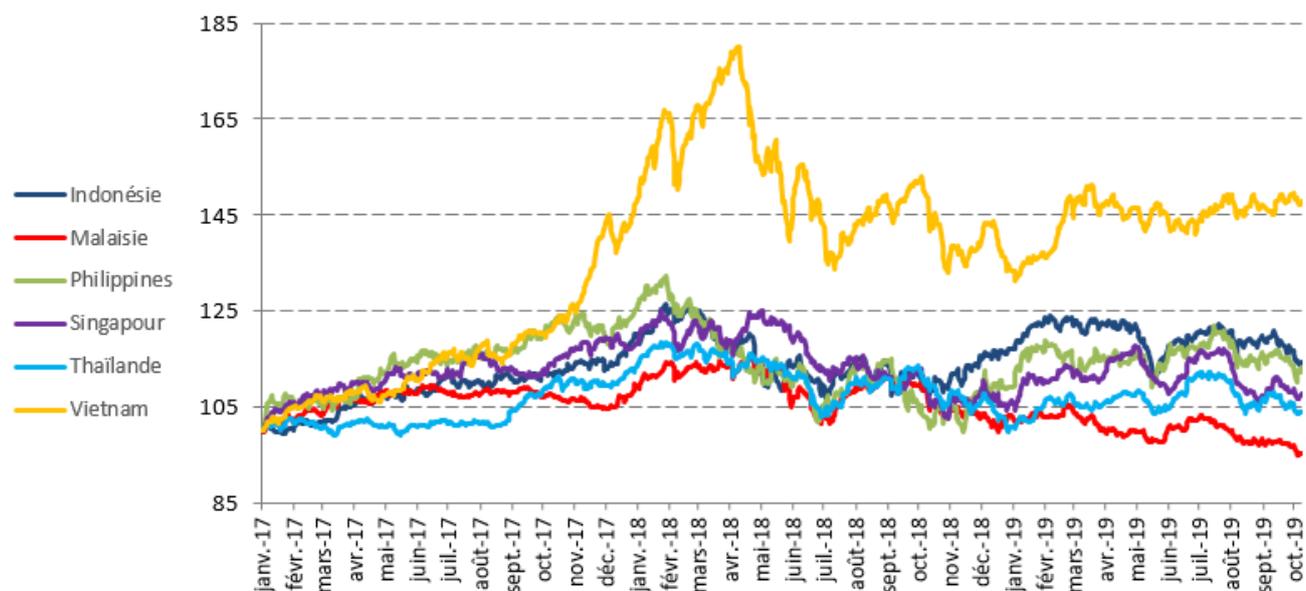
Source : CEIC

Taux de change nominal contre dollar (Base 100 en 2017)



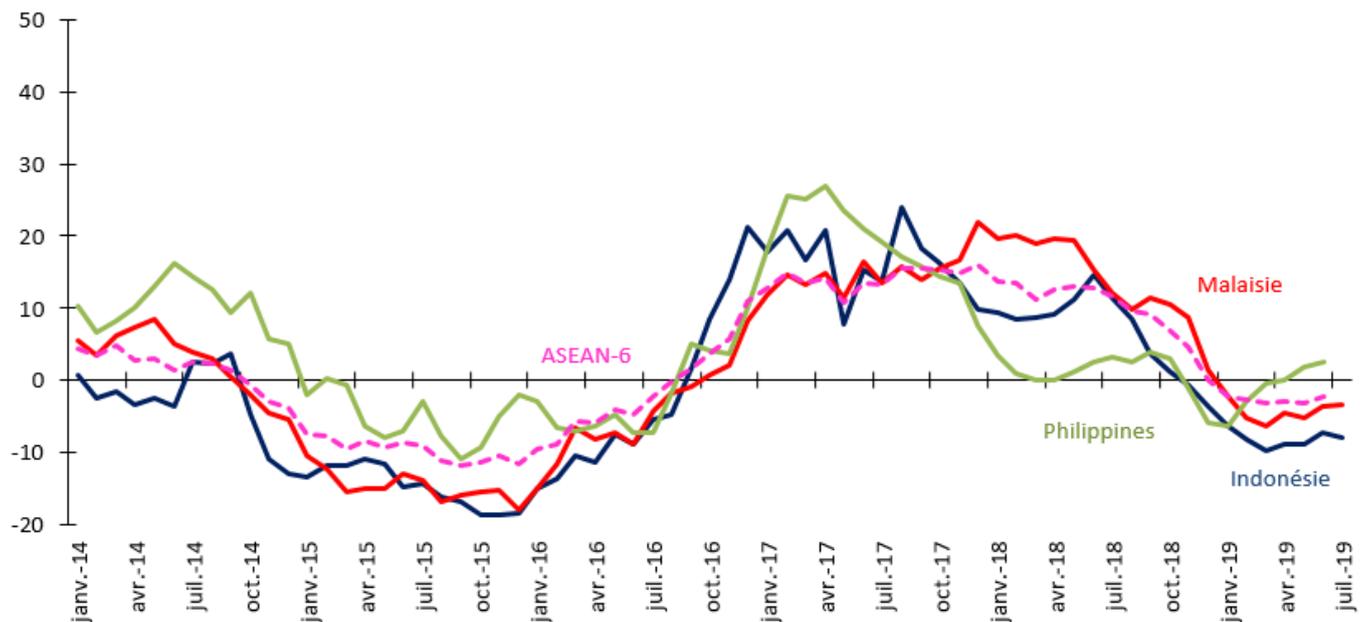
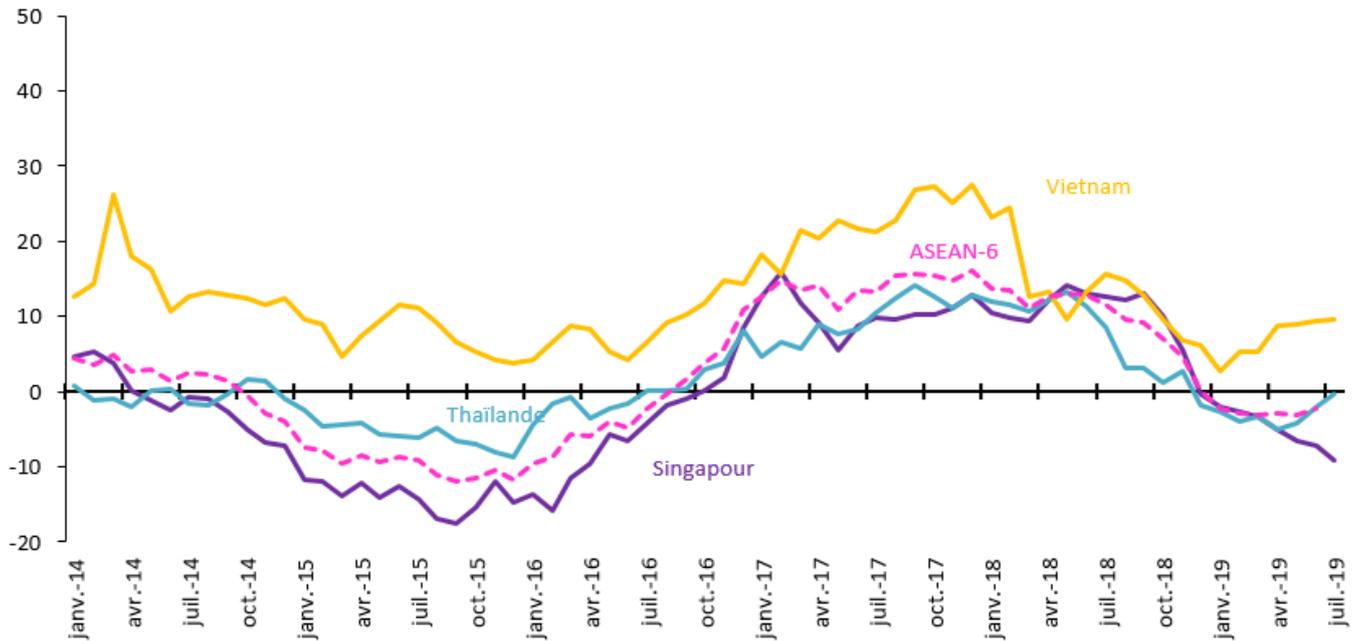
Source : CEIC

Indices boursiers (Base 100 en 2017)



Source : CEIC

Croissance des exportations (moyenne mobile sur 3 mois en glissement annuel)



Source : CEIC

Copyright © 2019

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Singapour (adresser les demandes à frederic.kaplan@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service économique régional de Singapour
Adresse : 101-103 Cluny Park Road, SINGAPORE 259595

Crédit photo page de garde: Pxhere.com

Rédigé par : SER de Singapour
Revu par : Frédéric Kaplan

Version du : 16/10/2019
Version originelle : 25/04/2019 (maquette)